

Colombie

COMBAT PERDU CONTRE LES MAFIAS, GUERRE IMPITOYABLE AUX PAYSANS

Cultures illicites, narcotrafic et Plan Colombie

Par notre envoyé spécial MAURICE LEMOINE
(*Monde Diplomatique*, Janvier 2001)

C'est le 8 juillet 2000 que sont apparus les avions, entre brume et soleil, à six heures et demi du matin. Volant très bas, les hélicoptères de la police colombienne chargés de les protéger ont fait le tour du *cerro* Lerma, montagne étroite dressée au ciel comme un doigt effilé. Et, à la mitrailleuse, ils ont tiré. Sur quoi ? allez savoir, il n'y a rien sur le *cerro*. Sur les guérilleros ? Grâce à Dieu, l'affrontement armé n'est pas arrivé jusqu'ici. Non, ils ont tiré. Histoire d'effrayer la population. Ensuite, plongeant comme des oiseaux de proie, remontant et plongeant encore, les avions ont jeté leur venin. Un maudit nuage s'est abattu sur le café, les bananes, le yucca. "*La coca ? Quelle coca ? Où il y en a par ici, dites-le moi ?*"

Deux cents habitants peuplent Santa Ines, *vereda*¹ perchée au cœur du Macizo colombien, ce somptueux massif où naissent les trois cordillères et les trois grands fleuves du pays. Mais à Santa Ines, la vie est un trou. Depuis Sucre, la bourgade écrasée loin en contrebas, aucun véhicule ne peut monter. Il faut, pour ce faire, emprunter un sentier de chèvre et rattraper le *camino real*, chemin tellement royal qu'un cheval y avance à la vitesse d'une mûle, qu'une mûle s'y traîne encore plus lentement. Pour dire : il y a huit mois que le hameau n'a pas vu un médecin. A 4000 pesos la consultation, plus le prix des médicaments, ce n'est même pas la peine qu'il se déplace². Ici, il n'y a pas plus d'argent que d'électricité.

Dans les jours qui suivirent, les avions ont repris leurs épandages. Soi-disant sur les cultures illicites. Chacun pourrait le jurer sur la tête de la Vierge : il n'y a plus de coca. Plus du tout. Vraiment, vraiment très peu. En tout cas, beaucoup moins qu'avant. Après que l'armée, une première fois, ait arraché les cocaïers, tout le monde s'est mis au café. Mais avec cette pluie si peu naturelle, les caféiers s'assèchent. Le yucca aussi, les bananes, le maïs et les

¹ Hameau.

² 1 euro = pesos.

haricots. La coca, pareil, forcément. La terre ne veut plus produire. Les singes meurent empoisonnés, des *finqueros* l'ont constaté.

Sur les hauteurs, dans la partie froide de la montagne, existe un point d'eau. A travers de fragiles canalisations, il alimente les *veredas* environnantes. Les rapaces d'acier n'en ont tenu aucun compte. Et l'eau, qu'on le veuille ou non, doit être consommée. Ce qu'a fait le mari de Mme Blanca Olivares. *"Il a de la fièvre, des douleurs d'estomac et très mal à la tête, il est pris de vomissements."* Ses enfants aussi (sans parler des 26 poulets passés de vie à trépas). Cinquante-deux malades dans la *vereda*, dont certains incapables de se lever. Encéphalées, douleurs abdominales, diarrhées, vertiges, nausées. *"Le virus qui est dans l'être humain, c'est à cause de la fumigation, avance un paysan. Comme on dit, l'air est contaminé."*

L'explication peut paraître empirique. Elle n'en recoupe pas moins celle de M. Luis Eduardo Cerón, médecin de Sucre finalement monté au hameau, le 18 juillet. *"J'ai examiné les patients. Tous présentent les mêmes symptômes. Il s'agit d'intoxications provoquées par des organophosphorés. Aucun cas n'a nécessité une hospitalisation, mais les conséquences possibles dépendent de la nature du toxique. On ne peut rien prévoir, je ne la connais pas."* A quelques pas de là, à peine audible, les deux poings dans les yeux, la petite Marlène confie son désarroi. *"J'étais là-haut quand ils ont fumigé, et je ne sais pas, j'ai bu de l'eau. J'étais enceinte de sept mois, j'ai perdu mon bébé."* Elle explose en sanglots, *"j'ai dix-huit ans, c'était mon premier enfant et je l'attendais avec bonheur, elle s'effondre et se mord les lèvres : ils me l'ont tué."*

La Colombie produit 80% de la cocaïne mondiale. Pour élaborer un kilo de cocaïne pure, il faut 500 kilos de feuilles de coca. Le gouvernement mène des opérations d'épandage pour éradiquer les plantations. Il a utilisé toute une gamme de produits chimiques, certains connus, le Paraquat et le Triclopyr, d'autres, infiniment plus nocifs et tout à fait illégalement : l'Imazapyr, l'Hexaxinona, le Tebuthiron. Depuis 1986, le Glifosato fait merveille. C'est le fameux RoundUp de la firme Monsanto. Celle-ci le décrit comme l'herbicide le plus respectueux de l'environnement. Pas le procureur général de l'Etat de New York. Il a contraint la firme à retirer les termes "biodégradable" et "écologique" de ses publicités. Pas très loin de Santa Ines (à vol d'oiseau), Rio Blanco émerge avec peine de la bruine. Dans la montagne environnante, il n'est guère difficile de dénicher le pavot. Les grandes fleurs rouges à quatre pétales courent à flanc de pentes, ou, mélangées aux cultures

de maïs, tentent maladroitement de se dissimuler. Mais désormais, dans la zone, les cultures prennent une couleur jaunâtre, malade. Là aussi les avions ont semé la peste au-dessus des parcelles, de l'eau, des animaux, des humains. De très haut cette fois. *"Ils ne descendent pas, ils ont peur de se faire tirer dessus par la guérilla³"*. Les notices techniques du Glifosato précisent qu'il ne peut être dispersé, sans conséquences néfastes, d'une hauteur supérieure à dix mètres. Les doses utilisées - 13,5 litres par hectare - dépassent, et de très loin, les spécifications maxima : 2,5 litres⁴.

Dans le temps, les indigènes yanaconas de Rio Blanco cultivaient du froment et en vivaient. Enchérissement des semences, concurrence des importations américaines, les moulins de Popayán (Cauca) ont disparu. Le marché aussi, forcément. Au même moment, au début des années 1990, les Américains changent leurs habitudes. A la consommation de la cocaïne, ils ajoutent celle de l'héroïne, qu'ils utilisent en l'inhalant ou en la fumant. Des étrangers à la région font leur apparition dans le Macizo. Ils proposent de bonnes semences, les conseils d'un technicien, octroient un prêt pour les premiers frais. Vient le temps du pavot. Evidemment, il apporte avec lui *"beaucoup de troubles à l'ordre public"*, comme on dit pudiquement. *"Les gens n'étaient pas préparés, ils ne savaient pas gérer tant d'argent. Il est devenu facile d'acheter une arme. L'hôpital de Popayán a fini par refuser de recevoir les blessés : il y en avait trop."* Mais cette manne permet à l'indigène d'améliorer son habitat - jusque-là infrahumain. Et d'accéder à un minimum de consommation. Tout de même... Tant de désordre amène les dirigeants du *resguardo*⁵ à reconsidérer la question.

En 1998, une assemblée communautaire décide d'en terminer avec cette culture du diable. Un accord est signé avec le gouvernement pour réduire graduellement les surfaces, en échange d'un projet de développement. Au 31 décembre, les indigènes tiennent parole : zéro pavot. Le pouvoir oublie la sienne. Dans le *resguardo* - 2000 hectares, fatigués, pour 5 000 habitants -, la terre manque. Aux alentours, non. Elle est entre les mains des éleveurs ou de la société multinationale Cartón de Colombia, qui exploite les forêts pour la pâte à papier. Depuis quinze ans, le *resguardo* réclame une réforme agraire. Les gouvernements font la sourde oreille. Même les hommes qui émigrent reviennent, le chômage accable le pays. *"Il*

³ Les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) et l'Armée de libération nationale (ELN) sont très présentes dans la région.

⁴ *Cultivos ilícitos y proceso de paz en Colombia*, Acción Andina-Trans National Institute, Bogotá, 2000.

⁵ Réserve indigène héritage de l'époque coloniale.

n'y avait pas d'autre choix : on a replanté du pavot." Pas des hectares, non, de petites parcelles. Venue du ciel, entraînant des pertes énormes dans les cultures de subsistance, la répression s'abat. Contre le "narcotrafic".

Qu'ils cultivent la coca ou le pavot, ils s'étranglent en entendant le mot. Même cet austère presbytérien de Sucre ne se sent pas en droit de condamner ses concitoyens : *"Je suis évangélique et opposé aux cultures illicites. Nous sommes tous fils de Dieu et elles affectent d'autres pays. Mais si personne ne doit pécher, personne non plus ne doit mourir de faim. Nous sommes entre le mur et l'épée. Ces autres pays sont prêts à nous tuer plutôt que de chercher des solutions aux problèmes des paysans."*

Même ici, on a entendu parler du Plan Colombie. Doté sur le papier de 7500 millions de dollars, dont 3500 millions de dollars en aide extérieure, il a été élaboré à Washington. Pour les Etats-Unis, premier consommateur mondial de cocaïne, le problème se situe dans les Andes, non chez ceux qui distribuent "la blanche" dans les hauts cercles et les bas fonds de leurs cités. Non au cœur de l'appareil légal financier, qui recycle l'argent dévoyé. Dans quelques jours, le 23 août 2000, le président William Clinton octroiera 1600 millions de dollars à Bogotá, dont 954 millions de dollars comme supplément d'urgence pour 2000-2001, afin d'en terminer avec le narcotrafic (et surtout l'opposition armée, requalifiée, pour les besoins de la cause, "narcoguérilla")⁶.

Quand ils descendent acheter, au marché du dimanche, les trois bricoles permises par leur désastreux pouvoir d'achat, les paysans du Macizo laissent éclater leur rage. *"Au lieu d'investir ces millions dans des armes, pour la guerre, pourquoi ne les destine-t-on pas à l'achat de terres pour en doter indigènes et paysans ? Le gouvernement fait toute une propagande sur le thème de la paix... De quelle paix s'agit-il, avec cette misère ? On ne comprend pas."* Sur le marché, et depuis que les avions ont repris leur danse infernale, nul ne veut plus leur acheter leurs produits, qu'on estime contaminés. *"On n'a pas l'intention de mourir. Un jour, la coupe va déborder."* Bien que discrets sur le sujet, tous ne sont pas irrémédiablement hostiles aux insurgés.

⁶ Le Plan prévoit une guerre de six ans, en trois étapes stratégiques, commençant dans le Putumayo (bastion des FARC), avec, pour fer de lance, trois bataillons d'élite "antinarcos", dirigés par des conseillers américains

Les six dernières années de fumigation, dans lesquelles il a été investi plus de 300 millions de dollars par an, ont affecté 110 000 hectares. Résultat : de 50 000 hectares en 1995, la culture de coca a atteint 120 000 hectares fin 1999 ; le pavot est passé pour sa part de zéro à 6000 hectares⁷. Washington et Bogotá n'en ont cure. Les Etats-Unis ont conditionné leur appui aux "efforts de paix" du président Andrés Pastrana à la poursuite des épandages chimiques. Et à la militarisation de la lutte. N'a-t-elle pas donné d'excellents résultats au Pérou (*voir encadré*) et en Bolivie ?

Chapare bolivien, juillet 2000. Alberto, 70 ans, grogne, le regard perdu dans le vague. Dans le temps... Dans le temps, il possédait quatre hectares de coca. En 1975, sont venues les autorités. Elles offraient 350 dollars par hectare éradiqué. Il a sauté sur l'occasion. Une fois réapparue la misère, cinq ans plus tard, il a replanté. Peu après, des milliers de travailleurs, chassés des mines d'étain de l'altiplano, privatisées, déferlent sur la région, n'y trouvant qu'une activité rentable : la coca. Les "narcos" ont monté des réseaux efficaces, grâce à l'indifférence et souvent la complicité des hommes politiques. *"Tout le monde dansait, mangeait, les poches regorgeaient d'argent."*

Le 9 mai 1990, les présidents Jaime Paz Zamora et George Bush souscrivent un Accord pour la prévention intégrale de l'usage illicite des drogues. Dociles car dépendant des subsides de Washington, les gouvernements boliviens successifs s'engagent dans la destruction des cultures. L'aide promise aux paysans pour des programmes de développement n'arrive pas⁸. Ils résistent. A tel point qu'en 1994, un virtuel état de guerre règne dans la "zone rouge" du Chapare⁹. L'année suivante, les affrontements se soldent par la mort de dix paysans. Les syndicats des *cocaleros* menacent de se lever en armes. Pour éviter une guerre civile, le pouvoir fait des concessions.

La sous-alimentation fait perdre la mémoire ! Elu grâce à une loi électorale absurde, l'ex-dictateur Hugo Banzer accède à la présidence le 7 août 1997¹⁰. Il a beaucoup à se faire pardonner -

⁷ Déclaration de M. William Clinton devant le Congrès des Etats-Unis, 11 janvier 2000, citée *in Desde Abajo*, supplément spécial n° 2, Bogota, mars 2000.

⁸ A partir de 1986, plus de 200 millions de dollars sont dépensés chaque année dans la lutte anti-drogue. Le Programme de développement alternatif, lui, reçoit 20 millions.

⁹ Lire "Coca-répression chez les paysans boliviens", *Le Monde diplomatique*, date à venir.

¹⁰ Si aucun candidat n'atteint la majorité absolue, le Congrès élit le président parmi les trois candidats les mieux placés. Pour ne pas

c'est durant sa dictature que le narcotrafic a fait ses premières armes en Bolivie - et n'en est que plus attentif à ne pas contrarier Washington. Soixante mille familles - 300 000 personnes - vivent alors directement de la culture de la coca. Un nombre similaire est impliqué dans les activités diverses du trafic, par obligation plus que par choix. Un Plan dignité (précurseur du Plan Colombie) met progressivement fin à l'éradication compensée (2 500 dollars par hectare volontairement arraché) pratiquée jusque-là. "De 1978 à 1997, se justifie M. José Decker, vice-ministre du Développement alternatif à partir de 1997, nous avons dépensé plus de 100 millions de dollars en compensation. Pour un pays pauvre comme le nôtre, si je traduis en routes ou en écoles, c'est beaucoup d'argent perdu."

Une Force d'action commune - Umopar, Police écologique, forces armées, police - installe ses campements au cœur des communautés indigènes. Exactions et chocs se multiplient. Entre avril et novembre 1998, 14 paysans et 2 policiers perdent la vie. Mais, des 38 000 hectares de coca recensés en 1994, il ne reste (officiellement) que 5 500 hectares en mai 2000. Un franc succès.

Sauf pour le vieil Alberto (et ses compagnons paysans). Les 300 fruits d'un oranger lui rapportent 18 bolivianos (environ 18 francs). L'ananas... "On en vend cinq pour un boliviano (un franc)". Du coup, il le sait, certains travaillent toujours avec les "narcos". A commencer par un de ses voisins. "Il payait les soldats. Si le chef n'est pas là, ils te demandent : "Combien tu nous donne ?" Et ils te laissent. Mais si tu n'as pas d'argent, en avant ! Lui, le jour où il a refusé de payer, ils l'ont arrêté. Il est en prison actuellement." Bref, tout cela pour dire qu'il vit dans la misère et que les ananas...

Ces derniers font pourtant partie des plantations miracle - banane, maracuja, cœur de palmier, papaye, poivre et *citricos* (oranges, citrons, etc.) - qui doivent sauver les *cocaleros*, dans le cadre du Plan de développement censé accompagner l'éradication. La région regorge de projets et de leurs promoteurs - automobiles dernier modèle, bureaux équipés d'ordinateurs, air conditionné. Seul résultat visible, l'amélioration de quelques chemins ou la construction de ponts. Encore que... Sur une piste dont les trous, les bosses et les énormes pierres martyrisent son auto, Mme Pauline Meetal, responsable du programme Coca-drogue-développement au Cedib, s'interroge : "Quel est le critère ? Peut-

choisir le candidat officiel, impopulaire, il opta, avec l'appui de la gauche, pour l'ex-dictateur "repenti", qui n'avait obtenu qu'à peine 20% des voix.

être a-t-elle été améliorée. Avant, elle était sûrement pire. Mais, est-ce un bon chemin ?" Pour le reste, les habituels "éléphants blancs" du développement.

La laiterie Milka, par exemple. Privée au départ, elle est passée dans le secteur d'Etat, dans le cadre du premier grand projet dans lequel s'impliquait le Programme des Nations unies pour le contrôle des drogues (UNDCP). L'installation à Ibigarzama de cette unité de fabrication moderne - don de la Finlande - n'a été précédée d'aucune étude sérieuse. D'une capacité de 50 000 litres par jour, elle démarre avec une production de... 1 500 litres. Absence de rentabilité, problèmes techniques, manque de formation, vaches non adaptées, elle ferme en 1998, sans payer ses travailleurs. Au total, 150 millions de dollars ont été dépensés. Une entreprise privée la rachète pour 200 000 dollars. Et écarte les anciens ouvriers pour en embaucher de nouveaux, moins combattifs et moins nombreux.

Ici, la communauté d'Ivirza décide d'opter pour la culture du maracuja et demande un appui technique. Au moment de la première récolte : pas de marché. Elle adresse une supplique aux responsables du Programme de développement alternatif. Aucun écho. Cherche elle-même des débouchés, jusqu'au Chili, en Argentine, au Pérou. Fait chou blanc. Se résigne finalement à faire cadeau de sa production.

Là, on se lance gaillardement dans le cœur de palmier, produit étoile présenté comme une merveille voici cinq ans. Les prix s'effondrent de 50%. Seule réponse des technocrates interrogés : *"Il faut être flexible."* Telle autre communauté descend commercialiser ses produits à Santa Cruz, cœur économique du pays. La municipalité prétend - faute de marché paysan - que les emplacements occupés pour la vente ne sont pas adéquats. Matraqués par la police nationale, les ex-cocaleros doivent plier bagages. *"Les producteurs de mandarines et d'oranges cruzeños n'apprécient guère que le Chapare leur fasse concurrence, lâche une victime, ulcérée. Comme ces entrepreneurs financent les campagnes électorales, le maire leur donne la préférence."*

"Le président Banzer a nommé un représentant personnel pour le développement de la région, constate de son côté M. Roberto Laserna, du Centre d'études de la réalité économique et sociale (Ceres), à Cochabamba. *Il ne s'est jamais réuni avec les paysans. Avec les personnalités, les investisseurs, oui..."* Au milieu de ce désastre, sur fond de tuberculose rampante, seule la banane tire son épingle du jeu, dont la production passe de 3 083 hectares en 1986

à 8 300 hectares en 1999. Comme par hasard entre les mains du secteur privé. Pour le reste, les chiffres parlent d'eux-même : en 1998, le Chapare exporte 5,7 tonnes de produits pour une valeur de 5,5 millions de dollars ; en 1999, le niveau des ventes augmente jusqu'à 11,6 tonnes, mais qui ne rapportent que 4,6 millions de dollars¹¹...

Malgré les cris de victoire répercutés de La Paz à Washington, l'éradication est la seule chose qui puisse être quantifiée et montrée. Vraiment par hasard ?

Un chemin infâme, une chaleur obscène, près de Chinahota. Et eux, là, observant les camions militaires. Les visages explosent de colère. *"On ne fait qu'entendre les mots "développement alternatif", dans la bouche du "gouvernement cinq étoiles". Regardez ici, vous le voyez le développement ? Mais attendez, il y a mieux..."* Une sente dans la forêt, un groupe de soldats, machettes à la main, en train d'éradiquer... les broussailles. La coca, ils l'ont déjà arrachée en juin, tirant en l'air, terrorisant la communauté. Ils n'ont pas très envie de s'enfoncer plus avant dans la jungle, l'atmosphère devient chaude, deux soldats y ont été tués peu de temps auparavant. Mais il faut "faire du chiffre" (3 hectares par jour), alimenter les statistiques, *"contenter Banzer et Clinton"*. On pourrait en sourire si, par la même occasion, et pour "s'occuper", ils n'avaient saccagé toutes les plantations environnantes - ananas, bananes, oranges, yucca - dernier espoir de survie des paysans.

A ce sinistre tableau s'ajoute une évidente mauvaise volonté gouvernementale. *"Je dois reconnaître que nous sommes efficaces dans certains domaines, admet M. Decker, évitant de prononcer le mot "répression", et que, dans d'autres, nous sommes moins performants. Par pure négligence, des ressources n'ont pas été affectées. L'année passée [1999], nous avons prévu de dépenser 50 millions de bolivianos en direction des communautés. Nous n'avons pas réussi à en dépenser 9 millions."* Ecœuré - bien qu'il demeure réservé sur le sujet -, il a démissionné en mars 2000 de son poste de vice-ministre du Développement alternatif. Mais on voudrait chasser les paysans de la région, qu'on ne s'y prendrait pas autrement.

Le Plan dignité parle explicitement de 15 000 familles à "délocaliser" du Chapare. On invoque la pression démographique,

¹¹ Chiffres du ministère de l'agriculture in *La Prensa*, Cochabamba, 24 mai 2000.

l'écosystème complexe et la biodiversité qu'il convient de protéger. Un souci écologique vite oublié lorsque est évoquée la richesse en hydrocarbures de la région. La compagnie nationale YPFB - en voie de privatisation - et les compagnies pétrolières transnationales y font de forts investissements. *"Le paysan ne fait pas partie du modèle économique"*, grince M. Evo Morales, député de Cochabamba. Dirigeant historique du syndicat des *cocaleros*, régulièrement accusé par les cercles du pouvoir d'être un "narcosyndicaliste" (tout comme en Colombie on parle de "narcoguérilla") et d'"appeler à la résistance armée", il précise sa pensée : *"Que va-t-il vendre, ce paysan ? Et que va-t-il acheter ? Quasiment rien. Il n'est pas utile. Il faut d'autant plus le supprimer qu'il résiste, manifeste, bloque les routes en période de crise, ce que les grands investisseurs apprécient peu."*

Trois casernes, dessinées par des ingénieurs militaires boliviens et des techniciens américains du Southern Command (le Commandement sud de l'armée des Etats-Unis), vont voir le jour dans le Chapare, à Villa Tunari, Ichoa et Chimore. Elles permettront de réactiver la 9e division de l'armée bolivienne, qui sera chargée de la fin de l'éradication. *"Toute l'Amérique andine, analyse M. Morales, devient l'otage des mégaprojets économiques et de la stratégie pétrolière des Etats-Unis."*

Commandant en chef de l'armée colombienne, le général Jorge Enrique Mora déclare qu'en attaquant les cultures illicites, un coup sévère sera porté aux Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Certes, puisque les FARC, et elles ne s'en cachent pas, recueillent la majorité de leurs fonds d'un impôt perçu sur la coca. Néanmoins, la zone dans laquelle va être portée la guerre - le Caquetá et le Putumayo - présente un autre intérêt. Des projets d'exploitation pétrolière y existent, et elle jouxte l'Equateur, pays lui aussi producteur de pétrole. L'avancée des paramilitaires de M. Carlos Castaño, notoirement impliqués, à une grande échelle, dans le narcotrafic¹², et fort curieusement oubliés par le Plan Colombie, s'effectue dans des régions concernées par une future exploitation pétrolière, de grands projets de canal sec et autres voies fluviales et terrestres. D'où, terrorisés, les paysans qu'il aurait fallu indemniser fuient par dizaines de milliers. Et nul n'évoque, sauf sous le manteau, le Cartel du Sud, organisation "narco" dirigée par... des militaires colombiens. Vue depuis Bogotá et Washington, la lutte

¹² Lire : *Rapport 1998*, Observatoire géopolitique des drogues (Paris) ; *Cambio*, Bogota, 1er mai 2000 ; "Carlos Castaño y los narcos tienen relaciones peligrosas", *Miami Herald* (24 septembre 2000), qui semble s'appuyer sur des fuites orchestrées par la Drug Enforcement Administration (DEA).

contre le trafic de drogue n'est censée concerner que les paysans colombiens et leurs alliés naturels, les guérillas.

Certes, le Plan Colombie comporte un volet "social" pour lequel le gouvernement de M. Andrés Pastrana sollicite l'Union européenne, à hauteur de 1,3 milliards de dollars. Après avoir tergiversé devant l'aspect militariste du Plan, cette dernière se déclarait prête, le 9 octobre à Luxembourg, à *"mettre en œuvre un programme européen substantiel de soutien socio-économique et institutionnel au processus de paix en Colombie (...) à améliorer les conditions de vie des populations locales, à encourager les cultures de substitution (...) et à accompagner la mise en œuvre de réformes structurelles dans les domaines qui alimentent le conflit armé"*. Une formulation guère différente (à l'exception du conflit armé) de celle qui a présidé à la mise en œuvre, par cette même Union européenne, en Bolivie, du Programme d'appui à la stratégie de développement alternatif dans le Chapare (Praedac).

Doté de 20 millions d'euros, le programme, en deux ans, n'en a pas dépensé 10% ! *"C'est un échec total, confie, sous couvert de l'anonymat, un fonctionnaire européen écœuré. On a promis des choses aux populations, mais on ne peut pas tenir nos engagements."* Pas de corruption, pas de détournements de fonds, pas de dépenses inutiles, simplement rien n'est dépensé. *"Lorsque nous lançons un quelconque projet, les Américains objectent : "Avez-vous conditionné l'aide ?" "On n'a pas à poser de conditions, on est là pour effectuer un travail social !" Le ministre de l'intérieur, qui chapeaute l'ensemble et n'a rien à refuser à ses vrais patrons, tranche la question : "J'interdis le projet, toute la coca n'a pas encore été éradiquée dans cette communauté."* Obstruction confirmée par M. Decker, bien placé en son temps pour l'avoir analysée : *"C'est vrai. Le programme européen est beaucoup plus souple que l'américain. Mais on lui crée des problèmes politiques qui dénaturent totalement son travail."* Comment pourrait-il en être autrement en Colombie ? Comment y mettre en œuvre un traitement social, alors que les négociations avec les guérillas sont torpillées et que le discours de Washington indique une seule direction : militarisation-éradication ?

Chiffres truqués en Bolivie, où la tension sociale a fait 11 morts en octobre 2000. Chassée du Chapare, la coca se replie vers d'autres régions - Beni, Pando, Tarija, Yungas -, tandis qu'apparaissent dans le Chapare des groupes d'autodéfense *cocaleros*, précurseurs de possibles guérillas. Déplacements de populations prévus - et commencés - en Colombie, où la répression poussera la coca et ses damnés de la terre vers l'Amazonie, accentuant le désastre

écologique, ou vers l'Equateur menacé de déstabilisation. A moins - ce qu'ont fait un millier d'entre eux, en 1996, lors de massives protestations contre les fumigations - qu'ils ne rejoignent la guérilla. Faute de réelle politique de substitution, la réduction drastique des cultures illicites a provoqué, au Pérou, une catastrophe sociale dont le pays commence seulement à se relever. La famine - une véritable famine - accabla la vallée du Haut Huallaga, dont les paysans migrèrent, dans de terribles conditions. Provisoirement sans doute. *"L'annonce des fumigations et du Plan Colombie y a stimulé à nouveau la production, sourit sans joie M. Ricardo Vargas, d'Action andine, à Bogotá. Le prix de la coca a remonté et, d'ici trois ou quatre ans, le Pérou redeviendra sans doute un important producteur de la région"*

Car de quoi pourraient bien vivre tous ces paysans, sinon de cet avatar du mal-développement ? La concurrence des denrées alimentaires de base, produites industriellement au Nord, souvent subventionnées à l'exportation, a entraîné un effondrement de leurs productions vivrières. Depuis l'ouverture des frontières, la Colombie a perdu 700 000 hectares de terres agricoles. Autosuffisante en riz, au début des années 1990, elle en importe désormais 420 000 tonnes par an. Au Pérou, le riz vietnamien et le maïs brésilien coûtent 20% à 30% moins cher sur les marchés urbains que ces mêmes produits cultivés dans la vallée du Huallaga...

Et l'on reste saisi, faut-il le préciser, par l'absence criante d'études américaines sur la structure du marché interne des narcotiques. Il est vrai qu'externaliser la guerre sainte contre la drogue évite le douloureux travail de corriger les conditions économiques et sociales qui prévalent dans les villes des Etats-Unis et leurs ghettos.

MAURICE LEMOINE.

Encart

Toute la coca du Pérou

Dans son Rapport annuel, en octobre 1998, le Programme des Nations unies pour le contrôle international des drogues (Pnucid) se félicitait des succès remportés dans les pays andins, Bolivie et Pérou. Il est vrai que la politique péruvienne, consistant à abattre les avions suspects et à couper le pont aérien permettant le transfert de la "marchandise" vers la Colombie, a eu des effets. De même que l'implication de la Drug Enforcement Administration (DEA - organisme antinarco américain). Mais elles n'expliquent pas tout. Surtout pas l'essentiel.

Au début des années 1990, le Pérou paysan cultive plus de 150 000 hectares de coca. Les *narcos* de ce pays ne constituent alors en rien des groupes organisés, exportant directement, à l'aide de structures propres, vers l'Europe où les Etats-Unis. Ils fournissent simplement la matière première au cartel de Cali (Colombie), qui se charge de la transformer et de la commercialiser. En 1994-1995, cette mafia colombienne, sous pression, décide de négocier sa reddition. Le 6 août 1995, l'arrestation de M. Miguel Rodriguez Orejuela, son numéro deux, la désarticule définitivement. *"Elle achetait au Pérou 60% de sa production, rappelle à Bogotá, M. Ricardo Vargas, d'Action andine. Les prix s'effondrent dans ce pays. Et c'est à ce moment, et à ce moment seulement, que la production diminue."*

A cette époque, en effet, la structure du narcotrafic se "démocratise". En Colombie, aux conglomérats (cartel de Medellin, cartel de Cali), se substituent une multitude de groupes diffus, plus difficiles à détecter et à contrôler, plus souvent équipés de téléphones satellitaires et d'ordinateurs portables que de pistolets et de fusils. Ce sont eux qui, pour des raisons logistiques, rapatrient la production de coca péruvienne en Colombie. Expliquant la drastique réduction des cultures ici (plus que 50 000 hectares en 2000) et son augmentation exponentielle là. Autrement dit : au pays de M. Alberto Fujimori, ce n'est pas, fondamentalement, la répression menée contre les paysans, encore moins les programmes de cultures de substitution qui ont réduit les surfaces cultivées, mais le démantèlement, au plus haut niveau, d'une grande organisation maffieuse. Et le changement de stratégie de celles qui lui ont succédé.